



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 11 janvier 2022

Discours de M. Jean CASTEX, Premier ministre

**lors de la Conférence de presse Coupe du Monde de Rugby à XIII
à Paris**

Mardi 11 janvier 2022

Seul le prononcé fait foi

Madame la ministre déléguée en charge des Sports, très chère Roxana,
Madame la Présidente de l'Agence nationale de la Cohésion des territoires,
ma chère Caroline,
Chère Madame la Députée,
Monsieur le Président de la Fédération française,
Monsieur, je pense, qu'il nous entend toujours, le Président de la Fédération
internationale, merci beaucoup pour les mots que vous avez prononcés,
auxquels j'ai été particulièrement sensible,
Monsieur le délégué interministériel aux grands événements sportifs,
Mesdames et Messieurs les Élus,
Mesdames et Messieurs, chers amis,

Je pense que c'est un grand moment. Évidemment, un grand moment en
particulier pour le rugby à XIII que je connais bien. Je sais le poids des
symboles et je comprends ce que vous ressentez Monsieur, et derrière vous,
tous les pratiquants, les supporters de cette discipline. Il y a là un moment
important, un moment historique, vous l'avez rappelé dans vos brefs propos
introductionnels puisque, sans doute, savez-vous les uns et les autres mais c'est en

effet en France que la première idée d'une coupe du monde de rugby à XIII est née.

C'était en 1934. À l'époque, l'idée, c'était de faire se rencontrer la France, l'Angleterre, le pays de Galles et l'Australie. Alors, ce beau projet n'a pas abouti. Mais les promoteurs de ce sport étant déjà très tenace, déjà, ils sont en particulier, je le dis, parvenus à survivre à l'interdiction de la discipline qui avait été prononcée par le funeste régime de Vichy. Et donc, ce projet a cheminé et il sera repris par le Président de la FFR, Paul BARRIÈRE après-guerre.

C'est en 1954, Mesdames et Messieurs, qu'a donc eu lieu en France la première édition de cette Coupe du monde. On y retrouve les 4 nations que j'ai déjà citées avec une poule unique, une finale au Parc, Parc des Princes. Bon, passons rapidement sur le fait que c'est la Grande-Bretagne qui a battu la France. En tout cas, il y avait quand même 30 000 spectateurs et nous aurons, la France, l'honneur d'organiser à nouveau cette compétition en 1972. Ça commence à compter.

Il était temps que ça revienne chez nous. Puisque donc c'est désormais officiel, nous allons organiser la Coupe du monde en France en 2025. J'y vois d'ailleurs un symbole puisque le retour du trophée Paul BARRIÈRE dans le pays fondateur de la compétition sera aussi l'occasion de célébrer le 130ème anniversaire du rugby à XIII, créé en 1895. Evidemment, tout ça ne doit rien au hasard mais là encore, à l'engagement, l'abnégation, à la passion et la ténacité d'un certain nombre d'acteurs, à commencer évidemment par le Président Luc LACOSTE que je félicite, et évidemment aussi à la décision du Président de la Fédération internationale, Monsieur GRANT, que nous venons d'entendre et que je veux en votre nom à toutes et à tous, chère Roxana, féliciter d'avoir fait l'excellent choix de choisir la France pour accueillir cette Coupe du monde en 2025.

Bon, voilà la date de la précédente édition, l'anniversaire que constitue 2025 dans l'histoire du rugby à XIII. On pourrait déjà à soi seul être des raisons suffisantes pour nous réjouir, Mesdames et Messieurs, de l'organisation de cette manifestation. Mais, évidemment, ce ne sont pas les seules raisons. Alors, j'écarte tout de suite tout soupçon qui aurait pu penser que je porterai avec d'autres ici pour le ballon ovale, un amour immodéré. Parce que j'allais dire finalement que ce grand évènement qui nous attend en 2025, fera suite comme l'a d'ailleurs évoqué le Président GRANT à l'accueil par la France à la Coupe du monde de rugby à XV en 2023. Belle façon d'ailleurs d'unir les deux rugby, moi qui suis élu d'un département où ils le sont tant.

Mais je rappelle que nous accueillerons chère Roxana également la Coupe du monde de rugby fauteuil, les épreuves olympiques de rugby à VII, ça sera évidemment à la faveur des JO de 2024, et donc l'année d'après la Coupe du monde de rugby à XIII. Je pense pouvoir dire que ce n'est pas simplement un goût personnel, mais une passion française. En tout cas, moi, je ne perds jamais une occasion de lui déclarer ma flamme sans ambiguïté.

On pourrait donc y voir, disais-je, une autre catégorie de raison à l'événement qui nous réunit ce matin, mais je voudrais vous convaincre, il y en a encore d'autres, et peut-être plus structurel encore. Le Gouvernement apporte, en effet, son soutien sans réserve à cette compétition parce qu'elle participe d'une politique assumée, conduite par la ministre des Sports, d'accueil et de promotion des grands événements sportifs internationaux en France, en France ! C'est une grande tradition pour la France que d'accueillir des grands événements sportifs internationaux, je ne vais pas vous en faire la liste. Nous avons évoqué le ballon ovale, bien sûr, les Jeux 2024, 100 ans après les précédents, vous noterez à présent que nous avons été plus patients que vous. Mais nous croyons beaucoup pour de multiples raisons : pour l'attractivité du pays, pour la renommée de la France, pour sa fierté nationale, à la tenue de tels événements sur notre sol.

D'abord parce que nous pensons qu'ils concourent au développement de la pratique sportive, qui est indispensable, et qui est au cœur de la mission assignée à Madame la ministre des Sports, à laquelle elle s'emploie avec la ténacité et l'efficacité que vous lui connaissez. Et vous savez particulièrement en ces temps de crise sanitaire, toute l'importance qu'elle a pour notre population, et notamment pour les jeunes. Et il n'aura échappé à personne que s'agissant de ce grand événement que seront les Jeux olympiques et paralympiques, l'héritage sportif figure parmi les premières priorités de ce que ces jeux doivent laisser comme traces durables dans notre pays. Nous ne faisons pas, Mesdames et Messieurs, ce faisant, qu'afficher des intentions.

Nous avons opéré un tournant en remontant les moyens affectés au budget du Ministère des Sports, du Ministère et de l'Agence nationale chère Roxana, qu'ensemble, nous avons créé. Je rappelle juste les chiffres, ceux comme je dis toujours l'amour, c'est bien, les preuves d'amour, c'est mieux : plus 10 % en 2021, plus 22 % dans le cadre du budget pour 2022 que Madame la députée, la représentation nationale vient de voter. Permettez-moi de faire un peu de pub au passage.

Dans ce budget, il y a ce qu'on a appelé le Passe sport, beaucoup de

collectivités s'étaient déjà engagées, avaient ouvert la voie en la matière, c'est-à-dire une aide directe, ciblée sur les publics jeunes les plus défavorisés, auxquels on ne voudrait pas que l'achat d'une licence, l'achat d'équipements puissent être un obstacle pour entrer dans les pratiques sportives ; le dossier que nous avons préparé en amont avec le CNOSF, et que la ministre a fait, là aussi, par sa ténacité, aboutir, lancé donc, c'est tout récent, l'année dernière, mais nous l'avons doté cette année, en 2022, de crédits suffisants pour qu'il puisse se déployer. Et il faut absolument que par ou grâce à ce passeport, Monsieur le Président, dans votre discipline comme dans toutes les autres, vous gagniez les adhérents et les sportifs.

Tel est bien l'objectif. C'est le même objectif, Mesdames et Messieurs, que nous poursuivons au côté des collectivités territoriales en réinvestissant le champ des équipements sportifs. Il y a à celui des pratiques, mais enfin, s'il n'y a pas de stade, s'il n'y a pas de terrain, s'il n'y a pas de piscine, vous allez avoir un problème. On sait que nous avons beaucoup à faire en la matière. Je rappelle, en particulier, ce n'est pas la seule illustration, mais que le Président de la République a annoncé un plan additionnel de 200 millions d'euros sur 3 ans qui sera porté par l'Agence nationale du sport, pour soutenir la construction ou la rénovation d'équipements sportifs.

Là, nous ciblons, c'est le rôle de l'État, plutôt dans des quartiers politiques de la ville. Ou au contraire, dans les zones dites de revitalisation rurale.

C'est le rôle de l'État que de rééquilibrer les publics en difficulté. Le sport aide à la cohésion sociale. Ce n'est pas une découverte, évidemment, pour celles et ceux qui sont réunis ce matin ici, toutes les valeurs du sport confortent le pacte républicain, en foi de quoi la République doit conforter le sport. C'est, comme on dit, gagnant-gagnant. À côté des collectivités territoriales, dont je veux souligner, Madame la Présidente, le rôle essentiel en la matière, l'État entend jouer un rôle de moteur et d'incitation à la pratique du sport. Et je veux me réjouir devant vous, pour y avoir à l'époque apporté mon modeste écot, au fait que dans cette agence, au début, c'est normal, tout ce qui est réformes, tout ce qui est changement, c'est regarder avec inquiétude, pour employer un mot suave. Bon, en fait, l'idée de faire travailler ensemble l'État, les collectivités territoriales, les fédérations, Monsieur le Président, et ce qu'on a appelé le monde de l'économie du sport, car il y a une économie du sport, Dieu merci. Et nous entendons la promouvoir, la faciliter, l'encourager, la développer. Faire travailler tout ce monde ensemble, c'est sans doute exigeant. Il faut le décliner sur tous les territoires de la République.

Evidemment, c'est là que ça se passe, comme toujours. C'était un pari audacieux. Mais je pense que c'est un pari en voie d'être gagné. Il fallait bien entendu que l'État, par l'entremise du ministre des Sports, prenne ses responsabilités et décide de réinvestir à sa manière. Il ne s'agit pas, je le répète, de revoir les règles de compétence depuis longtemps fixées par la décentralisation et donc la responsabilité, vous le savez, des collectivités locales en la matière. Non, l'État, encore une fois, l'aménagement du territoire, l'aide aux populations les plus en difficulté dans l'accès aux pratiques sportives ; c'est ce qu'incarne l'agence, à la fois le souci de travailler ensemble pour éviter les doublons, les incohérences, et la volonté particulière pour l'État de trouver les angles morts et de réparer les déséquilibres. Quand on a dit ça, on a compris toute la philosophie et toute la politique de l'Agence nationale du sport qui a été créée sous le présent quinquennat. Et d'ailleurs, j'insiste auprès de vous, évoquant les enjeux territoriaux, sur le fait que le soutien par l'État, de l'accueil de grande compétitions internationales en France est aussi un enjeu territorial, parce que dans les cahiers des charges, je me tourne vers, ce cher Karim, nous veillons toujours, c'est le cas de votre projet à ce que celui-ci innerve au maximum le territoire national, dans les lieux historiques, évidemment, de la pratique de la discipline concernée, mais vous devez aussi avoir et on doit vous accompagner, vous servir du levier de la nature d'une Coupe du monde pour conquérir de nouveaux publics, séduire de nouveaux territoires.

C'est une des forces des Jeux olympiques, alors on nous parle des Jeux olympiques de Paris, bien entendu. Paris, capitale de la France dont nous sommes tous très fiers en regardant de près, on s'aperçoit qu'il s'agit autant des jeux de la Seine-Saint-Denis. Et puis, nous avons beaucoup veillé à ce que, par toute une série de manifestations, on appelait ça « terre de jeu », mais pas seulement. Les Jeux olympiques de Paris sont en fait ceux de la France, y compris, j'en profite pour vous le rappeler, ultramarines. Et de ce point de vue-là, la Coupe du monde de rugby à XIII est exemplaire puisqu'elle réunira 4 compétitions, vous le savez, en une seule, les hommes, les femmes, les sportifs en fauteuil et les jeunes qui joueront en tout, je parle souvent de contrôle, Monsieur le Président, 128 matchs répartis sur l'ensemble du territoire national.

Je voudrais également souligner le fait, ou plutôt l'engagement des organisateurs à ce que ça aussi, nous y veillons beaucoup pour toutes les compétitions internationales accueillies sur le territoire national à ce que donc, disais-je, les tarifs soient attractifs, les tarifs soient attractifs ! Et notamment pour que les populations proches des villes organisatrices puissent assister aisément, quel que soit leur niveau de ressources, aux

épreuves.

Alors, je vous le dis, chers amis treizistes, il faut revendiquer plus qu'espérer et faire en sorte que cette Coupe du monde crée des vocations nouvelles, accroisse les pratiques, apporte un supplément de motivation à ceux qui sont déjà engagés dans cette discipline. Et aussi, je le dis au passage, à chaque fois pour tout, nous stimule pour atteindre les sommets. Bon, ce n'est pas des sportifs qu'on joue à domicile. Il faut essayer de gagner le plus possible. Bah oui, je l'ai dit aussi pour les Jeux olympiques, je me répète, vous m'excuserez : organiser des grands événements sportifs internationaux chez nous. Ça doit être un motif de fierté nationale. Ça doit être un motif de fierté nationale.

Vous voyez, cher Président, l'objectif que je vous assigne parce que là, la chose est entre vos mains. L'État peut vous aider sur beaucoup de choses, mais il faut que vous preniez cette affaire très au sérieux, et je sais que vous le ferez.

Mes chers amis ! L'Occitanie gère comme elle a prévu d'être au rendez-vous de cet événement majeur car je connais moi aussi l'implantation très forte du rugby à 13 dans cette région et le goût du public pour ce sport populaire et enthousiasmant, me permettez-vous de faire une petite mention à mes amis des Dragons Catalans, Monsieur le Président, à ce stade de mon propos, vous pourriez même penser que j'ai tardé.

Mais au-delà de cette belle région, j'appelle évidemment toutes les collectivités à s'engager aux côtés des organisateurs dans cette aventure parce qu'en retour, elles en percevront un bénéfice en termes de rayonnement d'attractivité touristique, de retombées économiques qu'il faut soigneusement réparer. Sous la houlette du délégué interministériel, l'État mène aussi une politique, j'y insiste auprès de vous, de soutien à l'héritage social des grands événements. Je voudrais citer quelques exemples pour illustrer mon propos : la formation aux métiers de l'évènementiel et du sport, le soutien à l'apprentissage, l'insertion ou encore l'introduction de clause d'insertion sociale dans les marchés que vous allez passer. Il faut aussi que ces événements soient des facteurs d'inclusion. On a l'a vu pour des manifestations importantes encore plus significatives mais vous pouvez aussi trouver des leviers en ce qui vous concerne. Évidemment, nous avons été très exigeants, par exemple, pour les Jeux Olympiques et paralympiques, pour que tous les travaux qui vont être engagés à ce titre puissent bénéficier à des jeunes ou des moins jeunes, comme on dit pudiquement éloignés du marché de l'emploi ; en tout cas, qui rencontrent des difficultés d'insertion sociale et professionnelle.

Et finalement, ce faisant, Monsieur le Président, nous ne ferons que rejoindre la finalité première du sport. Il faut la concrétiser et l'État sera, si vous me le permettez, l'aiguillon et l'accompagnateur des mesures que votre fédération — il faut que vous soyez ambitieux, nous vous trouverons à vos côtés — sera capable de mettre en œuvre.

Tout un programme, Mesdames et Messieurs. Le plus dur commence, ai-je envie de dire. Le plus difficile commence parce que c'est un challenge. Il vous faudra tenir vos objectifs, respecter vos budgets, gagner le plus possible de compétitions ainsi que je l'ai dit. Mais c'est un formidable voyage que vous commencez aujourd'hui pour votre discipline bien sûr. Nous voulons aussi la soutenir à travers l'accueil de cet événement dans notre pays. Mais ayez bien conscience que, comme je l'ai indiqué, cela va bien au-delà.

Les enjeux sont sportifs, les enjeux sont économiques, les enjeux sont sociaux voire sociétaux. Vous avez en ce sens un mandat qui est large, une responsabilité qui est forte. Mais je connais nos amis treizistes, je faisais tout à l'heure allusion à leur opiniâtreté, à leur combativité, c'est dans leurs gênes finalement. Là vous avez un beau défi et je suis certain, mes chers amis, que vous le relèverez pour votre sport et pour la France.

Merci beaucoup.